

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

20 RUE DE LA DRAINE
48000 Mende

Références : -
Code AIOT : 0006602540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan puriannuel de contrôle, suite à l'extension de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende

- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de combustible solide de récupération.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi des mesures d'évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 2.3	Demande d'action corrective	6 mois
7	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
13	Description des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 7.3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
15	Stockage de ferrailles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Demande d'action corrective	6 mois
16	Registre national des	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	terres excavées et sédiments			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Equipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 5.1.2	/	Sans objet
12	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.1	/	Sans objet
14	Déchets entrants et sortants	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 7.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont permis de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 octobre 2024.

L'inspection a entraîné la formulation de 9 constats de non conformité et 7 constats de conformité. Les non-conformités portent notamment sur l'organisation des stockages, les bassins de rétention des eaux d'incendie, le sol des aires de stockage des ferrailles. Au vu des non-conformités relevées et des actions pouvant être mises en place rapidement par l'exploitant, il n'est pas proposé, à ce stade, d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les bassins et les exutoires sont réalisés conformément l'étude hydraulique 2022-CI-000488 d'août 2022 réalisée par le bureau d'ingénierie Cereg annexée à l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale fourni avec la demande du 5 août 2022 dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Préalablement, concernant le périmètre de l'ISDI, l'exploitant justifie auprès de la police de l'eau (DDT de la Lozère) de la non-aggravation des écoulements suite à son aménagement en réalisant le même type de calcul que pour les autres bassins versants (estimation du débit de pointe en état naturel, coefficient de ruissellement initial, estimation du débit de pointe en état futur, etc), avant la réalisation du projet. Il précise à cette occasion la gestion de ces eaux pluviales provenant de l'amont du projet avec la collecte ou non par des ouvrages spécifiques et les modalités d'écoulement sur le chemin.</p> <p>Concernant, les bassins existants ou à construire, l'exploitant indique auprès de la DDT en amont des travaux, les performances épuratoires garanties en précisant tant au niveau des rendements que des concentrations, le type d'échantillon (instantané, moyen 2h, moyen 24h, etc) pour lequel ces résultats sont atteints.</p> <p>Il justifie également auprès de la DDT les choix en termes de dimensionnement des ouvrages de collectes et démontre la non atteinte à la qualité du milieu récepteur, notamment pour les paramètres MES, DCO, DBOs, métaux et hydrocarbures, et ce, en prenant également en compte les impacts du centre de stockage et de traitement des déchets du Redoundel et du parc régional d'activité Jean-Antoine Chaptal sur la qualité des eaux du ruisseau de Rieucros avec un débit du milieu récepteur égal au QMNA5. Il fournit à la DDT avant le commencement des travaux, les plans détaillés de tous les ouvrages de gestion des eaux pluviales aussi bien ceux existants que nouvellement créés.</p> <p>L'exploitant fournit également un protocole de travaux, avant réalisation des bassins, en détaillant les dispositions prises dans l'organisation et le phasage des travaux (création préalable des ouvrages de gestion des eaux pluviales, etc) pour limiter l'impact des travaux lors du décapage des sols notamment au-niveau des risques de lessivage.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que les bassins n°1 et n°3 sont finalisés ainsi l'exploitant a respecté l'arrêté</p>

<p>préfectoral de mise en demeure du 8 octobre 2024 en finalisant les travaux du bassin de rétention n°1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipement des ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux de surface</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci - ne pas gêner la navigation (le cas échéant). <p>Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Afin de limiter le risque de départ de macro déchets et déchets plastiques de taille réduite, les exutoires sont équipés de filet vers le milieu naturel ou tout autre système d'efficacité équivalente.</p> <p>Afin de limiter le rejet des MES, les exutoires sont équipés de système de barrage de décantation ou tout autre système d'efficacité équivalente.</p> <p>Pour les eaux vannes, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place de grilles à l'entrée des exutoires du bassin n°3.</p> <p>L'inspection a constaté, au niveau du bassin B7, la mise en place de dispositif permettant de limiter le risque de départ de macro déchet et diminuer le débit.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place des dégrilleurs au niveau du bassin sud et des dispositifs afin de prévenir l'érosion à l'exutoire du bassin sud.</p> <p>Ce constat permet de lever la non conformité de l'inspection précédente et l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 octobre 2024.</p> <p>L'inspection a présenté la procédure de nettoyage du B3 pour la prévention des pertes de granulés de plastique industriel. L'exploitant a présenté le certificat attestant de la réalisation de contrôle par un organisme certifié conformément au II du L.541-15-11 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant dans le tableau du point 8.6.1 (pages 296 à 302) de l'étude de dangers élaborée par SOLER IDE référencée A2CEMCM de juillet 2022 faisant partie du dossier de demande d'autorisation environnementale du 5 août 2022. Parmi ces mesures de maîtrise des risques, une attention particulière doit être portée :</p> <ul style="list-style-type: none">- au respect des conditions de stockage et notamment l'ilotage tels que définis dans l'étude de dangers ;- aux systèmes de surveillance et de détection qui doivent être efficaces, opérants en toute circonstance et contrôlés régulièrement ;- aux moyens de lutte incendie qui doivent être entretenus et contrôlés régulièrement ;- à la formation des équipes de première intervention ;- aux exercices d'intervention réalisés régulièrement ; <p>La mise en œuvre et le suivi de ces mesures de maîtrise des risques sont réalisés en permanence et font l'objet d'un suivi. La traçabilité des contrôles, des tests et des exercices doit pouvoir être établie en permanence.</p> <p>L'exploitant transmet, avant démarrage de l'installation [partie extension du site], une note démontrant que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques des arrêtés ministériels du 29 septembre 2005 et du 04 octobre 2010 et actualisera le cas échéant le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les tests réalisés par la société de télésurveillance et a transmis le contrôle des caméras réalisés en février 2025 par VISIONAUTE. Ce rapport précise qu'il y a un défaut sur la C3 et la C18 mais qu'elles sont fonctionnelles, l'exploitant précisera à l'inspection les actions correctives mises en œuvre.</p> <p>Ces éléments attestent de la mise en place d'un suivi par l'exploitant ce qui permet de lever la non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection et de lever l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 octobre 2024.</p> <p>Cependant, il est demandé à l'exploitant d'améliorer le suivi réalisé en mettant en place une liste des systèmes de surveillance et détection avec les modalités de contrôles, la date des derniers contrôles, la référence des rapports d'intervention, le résultat des contrôles et les mesures prises si nécessaire. Ce document devra être tenu à la disposition de l'inspection.</p>

En ce qui concerne le bâtiment B7, l'exploitant a indiqué avoir transmis la note démontrant que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques (MMR) et une actualisation de la liste des MMR dans le dossier de porter à connaissance déposé dans sa version finale en avril 2025. Après consultation du dossier, l'inspection constate que la note n'est pas présente dans le dossier, celle-ci doit permettre de justifier les MMR retenues pour le bâtiment B7 et de mettre à jour si nécessaire la liste des MMR. Le bâtiment B7 n'étant pas encore en fonctionnement, il est demandé à l'exploitant de transmettre la note et la mise à jour de la liste des MMR, si besoin, sous un délai d'un mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de trois mois, l'exploitant met en place une liste des systèmes de surveillance et détection avec les modalités des contrôles et la date des derniers contrôles, la référence des rapports d'intervention, le résultat des contrôles et les mesures prises si nécessaire.

Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'inspection les actions pour améliorer les qualités de l'image sur C3 et C18.

Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la note (prévue à l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023) et la mise à jour de la liste des MMR, si nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des mesures d'évitement, réduction et compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 4.2

Thème(s) : Situation administrative, mesures ERC

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Le bilan précise les mesures mises en place ou restant à mettre en place.

L'inspection a constaté la plantation de haies, cependant l'exploitant doit encore mettre en place des gîtes à reptiles, une perméabilité dans les clôtures pour la petite faune, hôtels à insectes et s'assurer de la présence des dispositifs d'évitement de noyade pour la petite faune dans les bassins de rétention /décantation. L'exploitant a transmis le bon de commande pour la réalisation de gîtes à reptile.

Ce constat est une non-conformité à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023 qui indique que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation doivent être réalisées dans l'année suivant la notification de l'arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre en place les mesures d'évitement, de réduction et de compensation listées ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphérique extrudeuse
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions atmosphériques. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis. L'exploitant assure une surveillance du rejet au conduit n°2 dans les conditions suivantes : Paramètres à suivre : Débit ; poussières ; COV Fréquence : semestrielle Enregistrement : oui Fréquence de transmission : annuelle
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de surveillance des rejets atmosphériques de l'extrudeuse réalisé en novembre 2024, les résultats sont conformes aux valeurs limites. L'exploitant n'a pas pu présenter les analyses réalisées au premier semestre 2024 et indique ne pas réaliser un suivi semestriel des rejets atmosphériques du conduit n°2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser une analyse des rejets atmosphériques issus des machines à extrudeuse (conduit n°2) tous les semestres. L'exploitant doit transmettre les rapports d'analyses semestriels qui seront réalisés pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.
Constats : Le bâtiment B7 n'est pas encore mis en service, l'exploitant a présenté le devis signé du 16 juillet 2024 pour la réalisation des mesures de bruit. Les mesures seront réalisées en 2025 suite à la mise en service du bâtiment B7.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
Prescription contrôlée : Bâtiment de process de sur-tri : - les revêtements de sols doivent être en matériaux de catégorie M4 -dans les locaux et les dégagements, les revêtements muraux doivent être en matériaux de catégorie M2 matériaux de classe - les revêtements de plafonds et les éléments constitutifs des plafonds suspendus dans les dégagements et dans les locaux doivent être en matériaux de catégorie M1. A2s1d0 toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3) : couverture bac acier - murs et planchers : bardage métallique simple peau R15 avec mur béton sur un mètre de hauteur - parois séparatives : 2 zones d'activités (préparation/délitage des balles et tri/mise en balles) séparées par un mur coupe-feu REI 120 dépassant en façade et en toiture. Les zones de stockages de plastiques de l'extension sont délimitées par des murs de type légo béton sur une hauteur de 4m Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le bâtiment B7 de process de sur-tri n'est pas encore mis en fonctionnement, mais est construit. L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Tous les bâtiments sont équipés d'un système de désenfumage d'au moins 2 % de la surface au sol du bâtiment.
Constats : L'exploitant a transmis le dossier de réception des dispositifs de désenfumage du bâtiment B7 d'octobre 2024. Il contient une attestation du bon fonctionnement du dispositif à l'exception d'une réserve : un des vérins est tordu et en attente de remplacement. L'inspection a constaté la présence des dispositifs de désenfumage, l'exploitant n'a pas pu justifier de la surface des dispositifs. L'exploitant doit transmettre les éléments attestant que le dispositif de désenfumage a une surface égale au moins à 2% de la surface au sol du bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant doit transmettre les éléments attestant de la mise en œuvre des actions correctives permettant de lever la réserve de l'attestation de bon fonctionnement d'octobre 2024 et les justificatifs de la surface des dispositifs de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Zone d'extension surtri des emballages plastique : Nature des produits stockés : stock sortant de balles de plastique d'emballages C1-C2 / Quantité max : 5590 m ³ Nature des produits stockés : stock sortant en balles des plastiques durs B1 et stock tampon de plastique d'emballages en balles B2 / Quantité max : 3412 m ³ Mesures d'ilôtage pour les stocks ci-dessous : distance de 10 m des zones d'activité process et des autres stockages - les cellules sont délimitées par 3 murs de type légo béton de 4 m de hauteur et distant de 14 m du bâtiment surtri des emballages plastiques hauteur max : 3,3 m C1 : 40m x 21 m C2 : 30,5 m x 28m B1 et B2 : 23,5x22 m
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de déchets stockés dans la zone des stocks sortant du bâtiment B7, l'exploitant précise que ce stockage a été réalisé sur cette zone car les

dispositifs de détection et défense incendie sont fonctionnels sur cette zone. Les cellules de stockage sont bien délimités par 3 murs de type légo béton. Sur la première cellule de stockage, le stock de balles de plastique d'emballage est plus haut que les murs coupe feu de type légo béton ce qui constitue une non-conformité par rapport à l'article listé ci-dessus qui prévoit une hauteur des murs légo béton de 4 m et une hauteur max de stockage de 3,3 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant met en place les actions correctives afin de s'assurer que le stockage ne dépasse pas les murs bétons.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Le positionnement, la nature des déchets pour chaque îlot ainsi que les distances d'éloignement (entre les îlots, entre les îlots et les bâtiments, entre les îlots et les limites de l'établissement), tels que décrits dans l'étude de dangers et repris dans le tableau ci-avant, doivent être respectés en permanence. A cet effet, une procédure de contrôle du respect de ces exigences est rédigée, un marquage au sol délimitant l'emprise des îlots est réalisé et un plan de contrôle est mis en œuvre par l'exploitant. Ce plan de contrôle doit être à minima hebdomadaire. Il fait l'objet d'un suivi et d'un enregistrement établi selon les règles de l'assurance qualité et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté la procédure de contrôle, l'état des stocks en date du 14 avril 2025. L'inspection a constaté que l'ensemble des îlots de stockage ne sont pas délimités par un marquage au sol, notamment au niveau du bâtiment B7.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant réalise un marquage au sol au niveau de l'ensemble des îlots de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement
Prescription contrôlée : La rétention des eaux d'incendie est assurée par obturation des bassins de rétention et du réseau pluvial interne à l'établissement. L'exploitant dispose des rétentions étanches suivantes : • le BR1 associé aux bâtiments B1, B2, B6 et zone VHU d'un volume utile de 700 m ³ • le BR2 associé au bâtiment B5 et à la plateforme sud d'un volume utile de 1000 m ³ • le BR3 associé aux bâtiments B3,B4 et à la plateforme Est d'un volume utile de 720 m ³ • le BR4 associé aux bâtiments B3bis, B4 et à la plateforme Ouest d'un volume utile de 1050 m ³ • le BR5 associé à l'extension d'un volume utile de 1050 m ³ • le BRDEEE associé au bâtiment DEEE d'un volume utile de 165 m ³
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin BR3 contenait un volume important d'eau, l'exploitant n'a pas pu justifier que le volume restant pouvait permettre de contenir les eaux issues d'un incendie. Sous un délai de trois mois, l'exploitant doit pouvoir s'assurer qu'à tout moment les bassins de rétention permettent de contenir les eaux issues d'un incendie et que le bassin BR3 dispose d'un volume suffisant pour stocker les eaux issues d'un incendie. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les vannes permettant d'obturer les bassins de rétention n'étaient pas toutes en bon fonctionnement notamment le BR5. Par courrier du 7 mai 2025, l'exploitant a transmis une procédure de mise en œuvre des vannes d'obturation et a indiqué avoir vérifié le fonctionnement des vannes qui sont opérationnelles pour 4 bassins et qu'en ce qui concerne le bassin OUEST des améliorations seront mises en places à l'été 2025. L'inspection a constaté la présence de boues et dépôts dans le bassin de traitement des eaux issues de la zone VHU, situé en amont du bassin BR1, l'exploitant a indiqué qu'un nettoyage du bassin sera planifié. Ce constat constitue une non conformité par rapport à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 qui précise que : "L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence."
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de trois mois, l'exploitant doit pouvoir s'assurer qu'à tout moment les bassins de rétention permettent de contenir les eaux issues d'un incendie et transmettre les éléments attestant du bon fonctionnement de l'ensemble des dispositifs d'obturation des bassins de rétention et justifier que le bassin BR3 permet de récupérer les eaux issues d'un incendie. Sous un délai de trois mois, le bassin de traitement des eaux issues de la zone VHU doit être nettoyé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 12 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après : • des détecteurs sont présents sur le site au niveau des divers équipements et installations afin de prévenir tout sinistre, • une alarme incendie audible de tous points de l'établissement y compris dans les locaux à bruit • un éclairage de sécurité au-dessus de chaque issue ainsi que dans toutes les circulations de grande longueur (distance supérieure à 15 mètres), • des issues de secours normalisées visibles et accessibles en toutes circonstances pour ne pas avoir plus de 50 mètres à parcourir pour être en sécurité, • les bâtiments sont équipés de vidéo-surveillance intrusion/incendie. Les équipements et moyens de protection incendie présents pour le site principal et secondaire sont : • 15 RIA dans le Bâtiment B4, • 16 RIA dans les Bâtiments B3 et B3bis, • 3 RIA dans le Bâtiment B1 , • 1 RIA dans le Bâtiment B2, • 10 RIA dans le Bâtiment B5, • 2 RIA dans le Bâtiment B6, • 2 RIA dans le Bâtiment DEEE, • plusieurs RIA dans le bâtiment de sur-tri, • 10 poteaux incendies (selon le plan de l'étude de danger de juillet 2022) pour le site principal et 1 poteau incendie délivrant 60m³/h, localisé face à l'entrée, rue de la Tride, • le bâtiment de sur-tri dispose de 3 poteaux incendie répartis sur l'ensemble du site, disposant d'un débit minimal de 60 m³/h en simultané (via les réseaux existants sur le secteur). Si les réseaux d'alimentation ne permettent pas d'atteindre ces débits, une réserve permanente d'eau de 120 m³ remplace le poteau incendie concerné. Dans tous les cas, l'extension Nord Est dispose de moyens équivalents à 3 x 120 m³ sur 2 heures, • 2 cuves de 350 m³ et 250 m³ comme réserves d'eau avec poteau à système d'aspiration sur le site principal, • 4 cuves aériennes de 65 m³ comme réserve d'eau (cuves à côté du B2) et une réserve supplémentaire sur le site principal de 160 m³, • sprinklage chaudière : carénage silo / alimentation / échangeur sécurité, • le bâtiment de process de sur-tri d'emballages plastiques disposera d'un système de sprinklage (450 têtes) dans la partie tri/mise en balle, comprenant 2 cuves de source d'eau de 50m³ et de 500m³, un conteneur isolé regroupant l'ensemble des équipements de groupe de pompe (1 électropompe de 250m³/h + 1 motopompe secours), une pompe Jockey de maintien en pression, 1 compresseur d'air automatique (maintien sous vide des réseaux, • chaque zone de stockage de sur-tri d'emballages plastiques de l'extension sera équipée de 2 canons à eau (débit 2 500l/min) à balayage automatique, équipés d'une électropompe canon à eau de 250 m³/h, • les transformateurs sont isolés, le bâtiment B4 équipée d'un brumisateur sur un broyeur, • un dévidoir équipé de 200 ml de tuyau, lance avec complément longueur des 2 autres dévidoirs pour atteindre 200 ml, • utilisation de talkies analogiques, • des téléphones fixes et des téléphones portables professionnels pour alerter les services d'incendie et de secours, • un plan ER (Etablissement Répertoire) est établi et tenu à jour avec le SDIS. Les extincteurs et RIA sont répartis sur les lieux représentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits. Les extincteurs et les RIA sont signalés par des sigles et couleurs réglementaires de manière à être rapidement repérables. Les consignes de sécurité sont affichées à l'entrée du bureau. L'interdiction de fumer sur le site est affichée.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté au niveau du bâtiment de sur-tri (B7) qui n'a pas été mis en

exploitation :

- 3 poteaux incendie à proximité;

- un dispositif de sprinklage;

- la présence de caméra de détection incendie;

- le dispositif de désenfumage.

L'installation des RIA et extincteurs est planifiée par l'exploitant, l'exploitant a présenté le devis signé pour les extincteurs d'avril 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Description des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 7.3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Centre de tri

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Catégorie de déchets	Provenance	T o n n a g e s entrants t/an	T o n n a g e s sortants t/an	Exutoire / filière aval
[...]				
Cartons	Lozère et départements limitrophes	3 000	3 000	Cartonneries
Papiers	Lozère et départements limitrophes	2 200	2 200	Papeteries
Plastiques agricoles	France	1 000	1 000	Eco-organisme
Plastiques associés au B5	Europe	25 000	12 500	C l i e n t s (plastiques triés)

Constats :

Par sondage, l'inspection a vérifié l'origine et le type des déchets réceptionnés dans l'installation :

- plastique associés au B5 : origine France;

<p>- plastique agricole : Lozère total réceptionné inférieur à 1000 tonnes.</p> <p>L'exploitant a transmis le registre des déchets entrants celui-ci fait mention de la réception d'un VHU le 16 avril mais il ne fait pas apparaître l'adresse de l'apporteur, le registre doit être complété sur ce point.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le papier réceptionné sur le mois d'avril provient de Lozère; - le carton réceptionné sur le mois d'avril provient de Lozère et d'Aveyron.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de trois mois, l'exploitant doit compléter le registre pour le VHU réceptionné le 16 avril.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Déchets entrants et sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, un registre des déchets entrants et sortants est tenu à jour comprenant l'ensemble des informations mentionnées aux articles 1,2, 5 et 6 de ce même arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les registres de déchets entrants et sortants, l'ensemble des éléments demandés par la réglementation sont présents, l'exploitant doit veiller à la complétude du registre pour chaque apport comme cela a été relevé au point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Stockage de ferailles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sol des aires et des locaux d'entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté que le sol des aires de stockage des ferrailles était en mauvais état, ce qui remet en question l'étanchéité du sol de ces aires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant remet en état les zones endommagées du sol des aires de stockage de ferrailles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Registre national des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II
Thème(s) : Autre, Traçabilité
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant ne transmet pas les données constitutives du registre de suivi des déchets pour les terres excavées et sédiments traités dans l'installation de stockage de déchet inerte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet les données constitutives du registre de suivi des déchets pour les terres excavées et sédiments traités dans l'installation de stockage de déchet inerte. Les données relatives aux terres excavées et sédiments traités depuis 2022 dans l'ISDI doivent être transmises au registre national.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois